

Face aux accusations, Poutine s'explique



Article rédigé par *Le Salon Beige*, le 18 juin 2021

Source [Le Salon beige] Le 16 juin à Genève, les chefs d'Etat russe et américain se sont rencontrés pour la première fois. A l'issue, Vladimir Poutine [a tenu une conférence de presse](#) lors de laquelle il a répondu aux accusations dont il est régulièrement l'objet dans la presse occidentale. Il est intéressant d'avoir son son de cloche.

Concernant l'emprisonnement et la mort d'opposants russes, Vladimir Poutine a déclaré :

«400 personnes sont aujourd'hui menacées de prison car elles sont déclarées terroristes de l'intérieur. Certaines sont actuellement en prison et on ne comprend pas bien pourquoi». «Nous ne voulons pas que ce qui est arrivé au Capitole puisse se produire en Russie».

Le chef d'Etat russe a souligné que les accusations visant la Russie sur le volet des droits de l'Homme étaient purement «politiques», expliquant que lui aussi pourrait, s'il le voulait, dénoncer l'existence de meurtres politiques sur le sol américain ou encore la torture à Guantanamo et dans d'autres prisons de la CIA : «Est-ce ça, les droits de l'Homme ?».

Revenant sur les manifestations liées au mouvement Black Lives Matter, le président russe a déclaré :

«Ce que nous avons vu, c'est du désordre, des perturbations, des violations de la loi, etc. Nous éprouvons de la sympathie pour les Etats-Unis d'Amérique, mais nous ne voulons pas que cela se produise sur notre territoire et nous ferons tout notre possible pour que cela ne se produise pas...»

Amené à s'exprimer sur l'affaire Navalny, qui purge actuellement une peine de deux ans et demi de prison ferme en Russie, Vladimir Poutine a déclaré que l'opposant Alexeï Navalny savait qu'il enfreignait la loi russe, et qu'il serait détenu à son retour en Russie et qu'il avait décidé de venir quand même. Navalny avait été condamné pour détournements.

Estimant que le plus grand nombre de cyberattaques dans le monde provenait de l'espace américain, le président russe a critiqué l'absence de coopération de la part de Washington. Au mois de mai, Washington a soupçonné des hackers russes dans des cyberattaques ayant visé aux Etats-Unis le géant mondial de la viande JBS et l'opérateur d'un immense oléoduc américain. Lors d'une intervention au Forum de Saint Pétersbourg le 4 juin, Vladimir Poutine avait déjà évoqué des accusations «absurdes» :

«Les services américains compétents doivent trouver l'extorqueur. Ce n'est certainement pas la Russie».

Concernant l'Ukraine :

«Les accords de Minsk devraient être au cœur du règlement en Ukraine, Biden est d'accord avec cela». «En ce qui concerne les obligations vis-à-vis de l'Ukraine, nous n'avons qu'une obligation : promouvoir la mise en œuvre des accords de Minsk. Si la partie ukrainienne est prête à cela, nous suivrons cette voie, sans aucun doute.»